



- *L'exploitation scientifique des bases de données des maisons de justice à des fins de politique criminelle*, financé par l'INCC (2004 -...)
- *Le processus d'exécution des peines subsidiaires en cas d'inexécution, totale ou partielle*, des peines de travail, financé par l'INCC (2014-2016)
- *La place du rapport dans le travail de l'expert et de l'assistant de justice. Regards croisés*, financé par l'INCC (2014-2016)
- *L'organisation et le rôle des greffiers d'instruction*, financé par l'INCC (2013-2015)
- *Analyse des processus de travail de la direction gestion de la détention, financé par l'administration pénitentiaire (DGEPI)* (2012-2013)
- *Des assistants de justice aux prises avec SIPAR. Un regard sur le management des maisons de justice* (thèse de doctorat en criminologie, 2011)
- *Recherche sur la détention préventive. Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive, financé par l'administration de la Justice* (2004-2005)

**Septembre 2013 – ...**

**Maître de conférence à l'École des sciences criminologiques Léon Cornil, Université libre de Bruxelles (ULB)**

- En charge du cours de méthodologie de la criminologie (partie quantitative), direction de mémoires, encadrement de stages
- Présidente du jury de thèse de Carrol Tange, intitulée « Les analystes civiles de la police locale belge. Entre fer de lance d'une police guidée par l'information et alibi de sa gestion pérenne par les chiffres », soutenue publiquement, le 23 juin 2017
  - Présidente du comité d'accompagnement des thèses de:
    - Valentine Mahieu, « Greffiers et secrétaires : les pratiques des 'acteurs de l'ombre' au sein de la justice et de la police »
    - Marie Charlotte Cardon, intitulé « Les procédures de transaction pénale et de reconnaissance préalable de culpabilité. Etude des pratiques de négociation de l'action publique par le parquet »
- Membre du Jury de la thèse de Joséphine Bastard, "Le travail de la décision. Les processus d'application des peines en Belgique francophone", soutenue publiquement à l'Université de Liège, le 26 janvier 2017

**Novembre 1999 – Février 2004**

**Attachée, puis Conseillère au sein d'un cabinet ministériel du Gouvernement de la Communauté française (législature 1999-2004)**

Conseils juridiques sur les politiques de justice et d'éducation (rédaction de textes de loi, négociation, implémentation des politiques, évaluation...)

**Septembre 1994 – Octobre 1999**

**Employée au "Service droit des jeunes"**

Guidance socio-juridique auprès de jeunes en difficulté

## **Affiliations**

---

- Membre du comité de rédaction de la revue *Déviance et Société*
- Membre du comité de rédaction de la revue *Journal du droit des Jeunes*

- Membre de l'Association internationale des criminologues de langue française (AICLF)
- Membre de l'*European Society of Criminology* (ESC)
- Chercheur associé au Centre de recherche interdisciplinaire sur la déviance et la pénalité (CRID&P), UCL

### Connaissances linguistiques

---

- Français : langue maternelle
- Néerlandais : bonnes connaissances
- Anglais : connaissances satisfaisantes
- Italien : connaissances de base
- Espagnol : connaissances de base

### Connaissances informatiques

---

Microsoft Windows, Excel, Word, Outlook, Power Point...  
Zotero, SPSS Statistics, NVIVO...

### Communications scientifiques

---

#### COMMUNICATIONS ECRITES

##### 2017

1. A. JONCKHEERE, « Les mutations de la clientèle au sein de la justice : entre légitimité organisationnelle et mise en tension professionnelle », in M.-H. LECHIEN, F. NEYRAT ET A. RICHARD, *Sociologie de la relation de clientèle*, Limoges, PULIM, 2017, pp.167-178
2. C. DE MAN, A. JASPART, A. JONCKHEERE, C. ROSSI, V. STRIMELLE ET FR. VANHAMME (éds.), « *Justice !* » *Chercheurs en zones troubles*, Montréal, Erudit, Collection Livres et Actes, 2017 (revue en ligne : <https://retro.erudit.org/livre/justice/2017/index.htm>)
3. C. DE MAN, A. JASPART et A. JONCKHEERE, « A l'épreuve d'une analyse en groupe : quand des chercheurs deviennent participants », in *Justice ! Chercheurs en zones troubles*, Montréal, Erudit, Collection Livres et Actes, 2017 (revue en ligne : <https://retro.erudit.org/livre/justice/2017/index.htm>).
4. C. DE MAN, A. JASPART et A. JONCKHEERE, « Enjeux et apports de l'analyse collective dans le travail de recherche », in *Justice ! Chercheurs en zones troubles*, Montréal, Erudit, Collection Livres et Actes, 2017 (revue en ligne : <https://retro.erudit.org/livre/justice/2017/index.htm>)
5. A. JONCKHEERE, Y. CARTUYVELS, « Le travail social en justice au fil des alternatives : évolutions et inflexions en Belgique (1930-2016) », in Y. CARTUYVELS, C. GUILLAIN ET T. SLINGENEYER (dir.), *Les alternatives à la détention en Belgique : un état des lieux, à l'aune du Conseil de l'Europe*, Les dossiers de la revue de droit pénal et de criminologie, La Chartre, 2017, pp.163-183
6. A. JONCKHEERE, E. MAES, « Actualités autour des alternatives à la détention préventive », in Y. CARTUYVELS, C. GUILLAIN ET T. SLINGENEYER (dir.), *Les alternatives à la détention en Belgique : un état des lieux, à l'aune du Conseil de l'Europe*, Les dossiers de la revue de droit pénal et de criminologie, La Chartre, 2017, pp.145-162

##### 2016

7. A. JONCKHEERE, « Entre codes et ficelles : les greffiers au cœur de l'instruction » in L. Aubert (dir.), *Détention préventive: comment sans sortir ?*, Collection Galets rouges, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp.161-180
8. A. JONCKHEERE & E. MAES, « Quelles réformes pour endiguer la détention préventive ? », in L. Aubert (dir.), *Détention préventive: comment sans sortir ?*, Collection Galets rouges, Bruxelles, Bruylant, 2016, pp.215-234
9. A. JONCKHEERE, « L'activité des commissions de probation dans le cadre de l'exécution des peines », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2016, pp.1304-1323

10. E. DUPONT, S. GIBENS, B. HUBEAU, A. JONCKHEERE, V. MAHIEU, C. MINCKE, F. SCHOENAERS, C. TANGE, « Ce que le management fait faire à la justice et à la police. Justice et management : les enjeux pour une transition vers une justice modernisée », *Science Connection*, 51, juin-juillet 2016, pp.17-23
11. E. MAES, A. JONCKHEERE, M. DEBLOCK, M. HOVINE, *DETOUR-Towards Pre-trial Detention as Ultima Ratio. 1st Belgian National Report*, Bruxelles, INCC, 55p.
12. A. JONCKHEERE, « L'informatique dans la tourmente de la 6ème réforme de l'Etat », *Pyramides*, 2013/2 – 2014/1 (éd. 2016), n°26 et n°27, pp.87-106

#### 2015

13. P. JEUNIAUX, B. RENARD, L. DUBOCCAGE, S. STEUVE, C. STAPPERS, I. GALLALA, S. DE MOOR, A. JONCKHEERE, B. MINE, C. DE GREEF, B. VANHOOYDONCK, M. KEMPENAERS, P. VAN RENTERGHEM, V. VANVOOREN, « Managing forensic DNA records in a divided world: the Belgian case », *Records Management Journal*, 2015, 25(3), pp. 269-287
14. A. JONCKHEERE, « Le travail social s'informatise. Et alors ? », *La Chronique de la ligue des droits de l'homme*, septembre-octobre 2015, n°170, pp.13-15
15. X. DE LARMINAT ET A. JONCKHEERE, « L'édifice informatique des services socio-judiciaires en France et en Belgique : une architecture paradoxale ? », *Gouvernement & action publique*, vol. 4, n°2, avril-juin 2015, pp.105-128
16. A. JONCKHEERE, « SIPAR ou l'étrange survivance d'un outil obsolète », *Revue Nouvelle*, 2015, n°2, pp.33-34
17. A. JONCKHEERE, « Griffiers bij de onderzoeksrechters: tussen procedures opvolgen en touwtjes rijgen », *Panopticon*, 2015, 36(1), 46-49

#### 2014

18. C. BECKERS, D. BURSSSENS, A. JONCKHEERE, A. VAUTHIER, *Bemiddeling in strafzaken. Een wispelturig debat. Médiation pénale. La diversité en débat*, Maklu, Antwerpen/Apeldoorn, 2014, 160p.
19. A. JONCKHEERE, D. BURSSSENS et CH. MINCKE, « La médiation pénale et ses chances de réussite, du point de vue des assistants de justice », in C. BECKERS, D. BURSSSENS, A. JONCKHEERE, A. VAUTHIER, *Bemiddeling in strafzaken. Een wispelturig debat. Médiation pénale. La diversité en débat*, Maklu, Antwerpen/Apeldoorn, 2014, 160p.
20. A. JONCKHEERE, « Et la victime dans tout ça ? », in C. BECKERS, D. BURSSSENS, A. JONCKHEERE, A. VAUTHIER, *Bemiddeling in strafzaken. Een wispelturig debat. Médiation pénale. La diversité en débat*, Maklu, Antwerpen/Apeldoorn, 2014, pp. 117-123
21. A. JONCKHEERE, « Diversité des modes de régulation au sein de l'administration de la justice pénale : le cas des maisons de justice », in A. JASPART, S. SMEETS, V. STRIMELLE, F. VANHAMME (éd.), *Justice ! Des mondes et des visions*, Montréal, Erudit, coll. Livres et actes, 2014, pp. 47-62, <http://erudit.org/livre>
22. A. JONCKHEERE et B. RENARD, « A qui profitent les barèmes en usage dans l'administration de la justice ? », in I. Sayn (dir.), *Le droit mis en barèmes ?*, Ed. Dalloz, coll. collection Thèmes et Commentaires, 2014, pp. 99-113
23. A. JONCKHEERE, « Focus sur le milieu d'accueil : le rôle des maisons de justice dans le cadre des congés pénitentiaires », in B. MINE ET L. ROBERT (ed.), *Permissions de sortie et congé pénitentiaire : la porte entrouverte*, Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2014, pp. 129-141
24. A. JONCKHEERE, « Etre greffier d'instruction », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2014, n°6, pp. 623-642
25. D. BURSSSENS, A. JONCKHEERE ET C. MINCKE, « Bemiddeling in strafzaken. Een blik op een gediversifieerde praktijk », *Tijdschrift voor Herstelrecht*, 2014 (14), 1, pp.13-28
26. A. JONCKHEERE, *Le rôle et l'organisation des greffiers d'instruction*, Rapport de recherche, Bruxelles, Institut National de Criminologie et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Collection des rapports et notes de recherche, n°36, septembre 2014, 76p.

#### 2013

27. A. JONCKHEERE, *(Dés)équilibres. L'informatisation du travail social en justice*, Louvain-la-Neuve, Ed. Larcier, coll. Crimen, 2013, 259p.
28. A. JONCKHEERE ET D. KAMINSKI, « Maisons de justice : le travail au travail », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2013, pp.1152-1173
29. A. JONCKHEERE, « L'accompagnement socio-judiciaire saisi par l'informatisation en Belgique », *Déviance et Société*, 2013/3, vol.37, pp.345-357
30. B. MINE, L. ROBERT, A. JONCKHEERE (dir.) et E. MAES (dir.), *Analyse des processus de travail de la Direction Gestion de la détention et des directions pénitentiaires locales dans le cadre de la formulation d'avis et de la prise de*

*décisions en matière de modalités d'exécution des peines*, Bruxelles, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, 2013, 318p.

## 2012

31. A. JONCKHEERE et TH. MOREAU, « La flexibilité dans l'exécution des mesures pénales. Regards croisés sur les assistants de justice et les avocats », in D. KAMINSKI (dir.), *La flexibilité des sanctions. XXIèmes journées juridiques Jean Dabin*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 109-122
32. A. JONCKHEERE & E. MAES, « Le trop-plein de détenus », *Politique*, 2012, n°77, pp.28-29
33. A. JONCKHEERE, « Informatica en (para)justitueel werk. De invloed van SIPAR op het (para)justitueel werk in justitiehuizen. En vice versa », *Fatik*, 2012, pp. 5-9
34. A. JONCKHEERE, « Proefschrift: Justitieassistenten worstelen met SIPAR. Een kijk op het management van de justitiehuizen », *Panopticon*, 2012, 33(1), pp.179-182
35. A. JONCKHEERE, « Vrijheid onder voorwaarden als alternatief voor de voorlopige hechtenis: gebruik en duur van de maatregel », *Panopticon*, 2012, 33(1), pp.85-90
36. A. JONCKHEERE, *La (mise en) liberté sous conditions : usages et durée d'une mesure alternative à la détention préventive (2005-2009). Note de recherche dans le cadre de l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction Opérationnelle de Criminologie, Bruxelles, février 2012, 12p.

## 2011

37. A. JONCKHEERE, *Des assistants de justice aux prises avec SIPAR. Un regard sur le management des maisons de justice*, thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en criminologie, UCL, septembre 2011, 617p.
38. A. JONCKHEERE, « De invloed van management en informatisering op het werk van de justitieassistenten. Welke kwaliteit van de interventie in respect voor de organisatie? », in *10 Jaar Justitiehuizen. Balans & perspectieven*, Brussel, FOD Justitie, 2011, pp.139-145
39. A. JONCKHEERE, « Les mises en tension du travail social par l'informatisation managériale. Quelles configurations de la qualité de l'intervention et du respect de l'organisation dans le travail des assistants de justice ? », in *10 ans Maisons de Justice. Bilan & perspectives*, Bruxelles, SPF Justice, 2011, pp.141-147  
[http://justice.belgium.be/fr/binaries/colloque\\_10\\_ans\\_mjh\\_fr\\_tcm421-164914.pdf#page=145](http://justice.belgium.be/fr/binaries/colloque_10_ans_mjh_fr_tcm421-164914.pdf#page=145)
40. A. JONCKHEERE et E. MAES (éd.) (coll. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, 108p.
41. E. MAES et A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, 110p.
42. A. JONCKHEERE et E. MAES, « A la recherche de mesures juridiques susceptibles de réduire la détention préventive », in A. JONCKHEERE ET E. MAES (éd.) (coll. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, pp.1-19
43. A. JONCKHEERE et E. MAES, « Caractéristiques des personnes placées sous mandat d'arrêt et/ou en liberté sous conditions », in A. JONCKHEERE ET E. MAES (éd.) (coll. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *La détention préventive et ses alternatives. Chercheurs et acteurs en débat*, Gand, Academia Press, 2011, pp.35-54
44. E. MAES et A. JONCKHEERE, « Op zoek naar juridische maatregelen om de voorlopige hechtenis te verminderen », in E. MAES EN A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, pp.1-20
45. E. MAES et A. JONCKHEERE, « Kenmerken van personen geplaatst onder aanhoudingsmandaat en/of vrij onder voorwaarden », in E. MAES EN A. JONCKHEERE (ed.) (m.m.v. D. Burssens, B. Mine, C. Tange), *De voorlopige hechtenis en haar alternatieven. Onderzoekers en actoren in debat*, Gent, Academia Press, 2011, pp.35-55
46. A. JONCKHEERE et L. KENNES « Les solutions radicales pour limiter la détention préventive », in D. VANDERMEERSCH ET B. DEJEMPEPE (dir.), *Détention préventive : 20 ans après ?*, Bruxelles, Larcier, 2011, pp. 163-181
47. A. JONCKHEERE, « La liberté sous conditions des présumés innocents : enjeux et usages d'une mesure alternative », *Annales de droit de Louvain*, 2011, vol.71, n°1, pp. 15-38

## 2010

48. A. JONCKHEERE & E. MAES, « Opgesloten of vrij onder voorwaarden in het kader van het vooronderzoek in strafzaken? Analyse van het profiel van verdachten onder aanhoudingsmandaat en vrij onder voorwaarden (VOV) op basis

van justitiële databanken (jaar 2008) », in PAUWELS, L., DE KEULENAER, S., DELTENRE, S., DESCHAMPS, L., ELFFERS, H., FORCEVILLE, J., GOETHALS, J., KERKAB, R., MAES, E., PLEYSIER, S., PONSAERS, P. ET VAN DAEL, E. (éd.), *Criminografische ontwikkelingen: van (victim)-survey tot penitentiaire statistiek* [reeks *Panopticon Libri*, nr. 3], Antwerpen/Apeldoorn, Maklu, 2010, pp.107-140

49. A. JONCKHEERE, « Le Service Social International : quand des frontières séparent des familles », *Journal du droit des jeunes*, mai 2010, n°295, pp.13-15

#### 2009

50. A. JONCKHEERE, « L'informatisation des maisons de justice : une réponse à l'enjeu d'uniformisation du travail social ? », in B. BERNARD (coord.), *Le management des organisations judiciaires, Les dossiers de performance publique*, Larcier, novembre 2009, pp. 137-152

51. A. JONCKHEERE, C. VANNESTE (prom.), *Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuisen. Analyse van de gegevens betreffende het jaar 2006 (vertaling uit het Frans)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, februari 2009, 111 p.

52. A. JONCKHEERE, « Les assistants de justice aux prises avec SIPAR, un outil de gestion informatique », *Pyramides*, 2009/1, n°17, pp.93-109 <http://pyramides.revues.org/610>

#### 2008

53. A. JONCKHEERE, C. VANNESTE (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice. Analyse de données relatives à l'année 2006*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2008, 141p.

54. A. JONCKHEERE, « Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuisen », *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2008, nr. 4, 95-98 (aanvulling in *Panopticon*, 2008, n° 8, p. 123)

55. A. JONCKHEERE, C. VANNESTE, « Vers une statistique du secteur parajudiciaire ? Un nouvel outil pour l'évaluation et l'élaboration de la politique criminelle », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2008, n°6, pp.626-654

#### 2007

56. E. MAES, PH. DAENINCK, S. DELTENRE, A. JONCKHEERE., « "Oplossing(en)" gezocht om de toepassing van de voorlopige hechtenis terug te dringen », *Panopticon, Tijdschrift voor strafrecht, criminologie en forensisch welzijnswerk*, 2007, nr. 2, 19-40

57. A. JONCKHEERE, S. DELTENRE, PH. DAENINCK, E. MAES, « Garantir l'usage exceptionnel de la détention préventive: du seuil de peine à une liste d'infractions comme critère de gravité ? », *Revue de droit pénal et de criminologie*, 2007, n°1, pp.50-63

58. A. JONCKHEERE, « SIPAR, un système informatique emblématique des transformations observables au sein des maisons de justice », Actes du séminaire transatlantique Innovations pénales organisé par D. Kaminski et J.-F. Cauchie, Champ Pénal / Penal Field, mis en ligne le 31 octobre 2007. URL : <http://champpenal.revues.org/document2943.html>

#### 2006

59. JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Onderzoek met betrekking tot de wetenschappelijke exploitatie van het gegevensbestand betreffende de justitiehuisen – SIPAR, Eerste rapport (vertaling uit het Frans)*, Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Brussel, december 2006, 83p.

60. JONCKHEERE A., VANNESTE C. (dir.), *Recherche relative à l'exploitation scientifique des bases de données existantes au sein des Maisons de justice. SIPAR, Premier rapport*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, décembre 2006, 77p.

61. JONCKHEERE A., *Pre-trial detention in Belgium: results (synthesis) from a study aiming at limiting the use of pre-trial detention*, National Institute of Criminalistics and Criminology, Criminology Department, Bruxelles, Décembre 2006, 10p. (téléchargeable sur le site <http://incc.fgov.be>)

#### 2005 et avant

62. C. VANNESTE, coll. S. DELTENRE, I. DETRY, E. GOEDSEELS, A. JONCKHEERE et E. MAES, « De la production à l'exploitation statistique : l'intervention scientifique dans tous ses états », in F. VESENTINI (dir.), *Les chiffres du crime en débat. Regards croisés sur la statistique pénale en Belgique (1830-2005)*, Académia-Bruylant, 2005, pp.193-217
63. DAENINCK P., DELTENRE S., JONCKHEERE A., MAES E., VANNESTE C. (dir.), *Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive / Analyse van de juridische mogelijkheden om de toepassing van de voorlopige hechtenis te verminderen*, Rapport final de recherche / Eindrapport, Institut National de Criminalistique et de Criminologie - Département de Criminologie / Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie - Hoofdafdeling Criminologie, Bruxelles/Brussel, mars/maart 2005, 367 p.
64. JONCKHEERE A., *Recherche sur la détention préventive. Analyse des moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive, Synthèse*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Département de Criminologie, Bruxelles, juillet 2005, 11p. (téléchargeable sur le site <http://incc.fgov.be>)
65. J.L. RONGE et A. JONCKHEERE, *100 questions sur le droit à l'école*, Liège, Editions Jeunesse et Droit, 2000, 337p. *Prix Jeunesse et Education permanente de la Communauté française, 2001*
66. A. JONCKHEERE et K. GROSJEAN, (dir.), *Situation juridique des enfants étrangers en Belgique, le cas des mineurs non accompagnés*, Liège, Editions Jeunesse et droit, 2000, 187p.
67. A. JONCKHEERE, coll. M. CAPUS-LECLERC, V. WILLEMS et D. SPIELMANN pour la partie luxembourgeoise, *Le blanchiment du produit des infractions*, Bruxelles, De Boeck et Larcier, Coll. Les dossiers du Journal des tribunaux, n°9, 1995, 157p.

#### **PARTICIPATION A DES CONGRES, COLLOQUES, JOURNEES D'ETUDES, SEMINAIRES... INTERNATIONAUX AVEC PRESENTATION PERSONNELLE DE COMMUNICATION OU DE POSTER**

- A. Jonckheere, *Coopérer, collaborer, s'isoler : de quelques modalités de la rencontre justice-santé*, intervention lors du colloque *(Se) Soigner sous la contrainte. Regards comparatifs sur les soins pénalement ordonnés*, Université de Nantes, 20 juin 2017
- A. Jonckheere, *Les dispositifs belges de soins pénalement ordonnés : ceci n'est pas un modèle*, intervention lors du colloque *(Se) Soigner sous la contrainte. Regards comparatifs sur les soins pénalement ordonnés*, Université de Nantes, 19 juin 2017
- A. JONCKHEERE, « La face cachée de l'exécution des peines sur le terrain des commissions de probation », Liège, INTERLABO du GERN, 2 décembre 2016
- A. JASPART, A. JONCKHEERE, S. STEUVE, « Des mots qu'on pèse aux mots qui pèsent : quand la relation se joue dans la mise en écriture du travail d'acteurs de la justice », intervention dans l'atelier « Expertiser l'expertise : enjeux réflexifs sur des pratiques problématiques en milieu pénal » organisé lors du colloque de l'AICLF, *Diagnostiquer et répondre aux désordres du monde : entre transparence démocratique et secrets des Etats*, Versailles, 24 mai 2016
- A. JONCKHEERE, « Compromis ou compromission du chercheur face au (dys)fonctionnement de l'Etat révélé par ses bases de données », intervention dans l'atelier « Quand les émotions du chercheur trahissent les illégalités étatiques : positions et engagements scientifiques dans le champ de la pénalité » organisé lors du colloque de l'AICLF, *Diagnostiquer et répondre aux désordres du monde : entre transparence démocratique et secrets des Etats*, Versailles, 23 mai 2016
- A. Jonckheere, « Manipuler des chiffres en criminologie. Quel enseignement en termes d'éthique ? », intervention lors de la journée d'étude « Enseigner le quanti. Les sciences sociales face au nombre », Paris, 5 juin 2015
- « Autour de l'informatisation des maisons de justice », intervention lors du séminaire international du GERN, ULB, 21-22 mai 2015
- « Que devient le travail social lorsqu'il s'informatise ? Des assistants de justice aux prises avec SIPAR », intervention au séminaire international de recherche du Master en Ingénierie et Action Sociales, Louvain-la-Neuve, le 20 mars 2014
- « Dans l'ombre des juges, les greffiers de l'instruction », intervention lors de l'Interlabo du GERN, Bruxelles, le 13 décembre 2013
- « L'introduction de mesures radicales pour limiter la détention préventive : une chimère pénale persistante ? », intervention lors de l'Interlabo du GERN, Bruxelles, le 13 décembre 2013 (en coll. avec Eric Maes)
- « Gouverner par les architectures informatiques », discutante lors du séminaire organisé par l'Université d'Avignon et des

pays du Vaucluse, Avignon (France), le 6 décembre 2013

- Discutante de l'intervention de D. Serre « Gouverner le travail des assistantes sociales par le chiffre ? Les rapports contrastés à une norme d'évaluation du travail quantitative et fondée sur l'écrit », séminaire international de recherche du Master en Ingénierie et Action Sociales, Louvain-la-Neuve, 14 novembre 2013
- « La routine, au service de la rationalisation ? », intervention lors de la journée d'étude « La probation en France. Milieu ouvert entre changement et permanence », Amiens, 14 juin 2013
- « Vers une meilleure compréhension de l'application de la détention préventive et de la libération sous conditions, par le passé et actuellement », présentation au séminaire « La détention et la mise en liberté avant jugement : contextes différents, mêmes problématiques ? », Bruxelles, 15 janvier 2013
- « La détention préventive et la liberté sous conditions, vue d'ensemble et études pour en limiter l'usage croissant », présentation au séminaire « La détention et la mise en liberté avant jugement : contextes différents, mêmes problématiques ? », Bruxelles, 14 janvier 2013
- « Les mutations du contrôle suite à l'informatisation du travail social en justice », A. Jonckheere, journée d'étude « Exécution des peines et contrôle social » organisé par le CESDIP, Paris (France), le 18 décembre 2012
- « Quelle(s) place(s) pour le chercheur relevant professionnellement du lieu qu'il observe ? », A. Jonckheere, séminaire « Traitements et contraintes : approches empiriques des dispositifs institutionnels » organisé par l'EHESS, Paris (France), le 21 novembre 2012
- « Les clients dans l'administration de la justice. Entre légitimation organisationnelle et mise en tension professionnelle », A. Jonckheere, colloque « La relation de clientèle », organisé par le GRESCO, Limoges (France), les 15 & 16 novembre 2012
- « A qui profitent les barèmes en usage dans l'administration de la justice pénale ? », A. Jonckheere et B. Renard, colloque « Le droit mis en barèmes ? », organisé par le CERCRID, Saint-Etienne (France), les 8 & 9 novembre 2012
- « Some observations and reflections on alternatives to pre-trial detention: the case of Belgium », E. Maes et A. Jonckheere, ESC-Conference, Bilbao, September 13<sup>th</sup>, 2012
- « Quelle justice quand l'administration de la justice pénale incorpore en son sein des modes de régulation du secteur privé ? », séminaire « Quelle justice ? Principes fondateurs et sens de la vie collective », organisé par l'Université d'Ottawa (Canada) et l'ULB, Hassonville, 12-13 juillet 2012
- « Les mises en tension de l'accompagnement socio-judiciaire par l'informatisation managériale » : colloque « Traitements et contraintes. Approches empiriques des dispositifs de prise en charge institutionnelle », Université Paris 13 (France), 14 & 15 juin 2012
- « Droit, travail social et management : les outils régulateurs de l'activité professionnelle des assistants de justice » : journée d'études « Travailler pour le droit, travailler avec le droit : Le droit au cœur du quotidien professionnel », ENS Cachan (Paris, France), 15 mai 2012
- « Les assistants de justice aux prises avec SIPAR : ce que l'informatisation fait faire au travail parajudiciaire » : interlabo du GERN, Louvain-la-Neuve, le 2 décembre 2011
- *Scientific Analysis of SIPAR, the Database of the Houses of Justice (a.o. Probation Service)*, poster présenté au congrès de la *European Society of Criminology*, Liège, septembre 2010
- « Les assistants de justice sous l'emprise gestionnaire », journée d'étude « La Justice prise dans la vague managériale », Saint-Etienne (France), le 5 juin 2009
- « La mise à la disposition des condamnés en Belgique : l'emprise pénale prolongée après l'exécution des peines » : journée d'étude « Longues peines et risque de récidive: quelles politiques en Europe (Allemagne, Belgique, France et Suisse) ? », Strasbourg (France), 23 mai 2008
- « Le poids de la récidive, constatée ou anticipée, en amont de la condamnation, au niveau de la détermination de la peine, dans son exécution et au terme de celle-ci. Etat de la question en Belgique » : séminaire du Groupe d'étude de la récidive en Europe (GERE), Paris, 12 janvier 2007
- « Une lecture managériale des transformations en cours dans le secteur des maisons de justice » : séminaire sur

l'innovation pénale, Louvain-la-Neuve (UCL), en vidéoconférence avec l'Université d'Ottawa (Canada), 29 mai 2006

**PARTICIPATION A DES CONGRES, COLLOQUES, JOURNEES D'ETUDES, SEMINAIRES... NATIONAUX AVEC PRESENTATION PERSONNELLE DE COMMUNICATION OU DE POSTER**

- A. JONCKHEERE, « Le contrôle des peines de travail par la commission de probation. Contexte, enjeux et perspectives », Commission de probation de Nivelles, le 14 mars 2017
- A. JONCKHEERE, « L'exécution des peines subsidiaires en cas d'inexécution, totale ou partielle, des peines de travail », interventions auprès d'acteurs de la justice, les 13 et 20 septembre 2016
- A. JONCKHEERE, « L'exécution des peines subsidiaires en cas d'inexécution des peines de travail », intervention au séminaire du CRID&P (UCL), 17 mai 2016
- « Entre codes et ficelles : les greffiers au cœur de l'instruction », intervention lors du colloque « Détention préventive : comment s'en sortir ? », Université libre de Bruxelles, 4 décembre 2015
- « L'injonction thérapeutique dans le cadre des mesures judiciaires alternatives », intervention lors du colloque « Alter Ego, 20 ans de collaboration entre Soins et Justice », Châtelet, 30 avril 2015 (en coll. avec N. Legros)
- « L'hybridation du travail social en justice par son informatisation », intervention lors de la journée d'étude « La concurrence des normativités », organisée à l'Université Saint-Louis Bruxelles, le 2 mars 2015
- « La place du droit dans les pratiques professionnelles », intervention au Collège de Basse-Wavre, Basse-Wavre, 9 décembre 2014
- Intervention (conclusions) lors de la journée d'étude « Sans-abri », « justiciables » : au-delà des étiquettes : à la rencontre de deux secteurs', organisée par la fédération des maisons d'accueil et des services d'aide aux sans-abri, Bruxelles, le 24 octobre 2014
- « La médiation pénale : enfin adulte ? 20<sup>ème</sup> anniversaire de la médiation pénale, Bruxelles, le 10 février 2014 (partenariat INCC – DGMJ)  
*Co-organisation de cette journée d'étude*
- « Des assistants de justice aux prises avec SIPAR. Un regard sur le management des maisons de justice », présentation aux maisons de justice, Bruxelles, 20 juin 2013
- « La libération sous conditions dévoilée par SIPAR », intervention à la journée d'étude « Les Maisons de justice sous la loupe », Bruxelles, 21 janvier 2013
- « La détention préventive et la (mise en) liberté sous conditions dans les arrondissements judiciaires francophones » : séminaire interne de la DO Criminologie de l'INCC, Bruxelles, le 4 septembre 2012
- « Des assistants de justice aux prises avec SIPAR. Un regard sur le management des maisons de justice », intervention pour les membres du personnel de la maison de justice de Nivelles, 5 juin 2012
- « L'usage du récit analytique dans l'approche ethnographique », VUB Law & Criminology talks, 7 mars 2012
- Présentation de recherches sur la détention préventive et ses alternatives lors des réunions de la structure locale de concertation des maisons de justice (présentation dans 13 arrondissements judiciaires francophones et au sein de l'arrondissement de BHV), mars 2012 – janvier 2013
- « Des assistants de justice aux prises avec SIPAR : vers une routinisation de l'activité informatisée ? », Séminaire du CRID&P « Expériences pénales », UCL, 17 février 2012
- « La flexibilité dans l'exécution des peines et mesures pénales », intervention dans le cadre des XX<sup>ies</sup> journées juridiques Jean Dabin, Louvain-la-Neuve, les 8-9 décembre 2011
- Présentation de recherches sur la détention préventive et ses alternatives à la structure fédérale de concertation des maisons de justice, Bruxelles, le 28 octobre 2011 (en coll. avec E. Maes)
- Présentation des recherches menées au sein de la DO Criminologie de l'INCC au groupe de travail « Sortie de prison » constitué au sein de la Communauté française dans le cadre de l'accord de coopération visant la coordination des

politiques d'intervention en lien avec le milieu carcéral, Bruxelles, le 27 mai 2011

- Présentation des recherches menées au sein de la DO Criminologie de l'INCC à la Task Force relative à la problématique de la surpopulation pénitentiaire, Bruxelles, le 27 avril 2011
- Compte-rendu, en séance plénière, des débats qui se sont tenus en atelier au cours de la journée d'étude « Les 20 ans du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse. Bilan et perspective », organisée par le Centre Interdisciplinaire des Droits de l'Enfant, Louvain-la-Neuve, le 4 mars 2011  
*Par ailleurs, co-organisation de cette journée d'étude*
- « Opgesloten of vrij onder voorwaarden in het kader van het vooronderzoek in strafzaken? Analyse van het profiel van verdachten onder aanhoudingsmandaat en vrij onder voorwaarden (VOV) op basis van justitiële databanken (jaar 2008) » : intervention (en coll. avec E. Maes), Derde Criminologisch Forum, Brussel, VUB, 11 februari 2011
- « Justitieassistenten kampend met een informaticatoepassing (SIPAR): een benadering van het management van het justitieel maatschappelijk werk » : Poster, Derde Criminologisch Forum, Brussel, VUB, 11 februari 2011
- « Les solutions radicales pour limiter la détention préventive » : intervention (en coll. avec L. Kennes), lors du colloque « Détention préventive : 20 ans après ? » organisé par la Conférence du jeune barreau de Bruxelles, le 14 décembre 2010
- « Quels sont les moyens juridiques susceptibles de réduire la détention préventive ? » : intervention lors du séminaire « La détention préventive et ses alternatives », Bruxelles, 10 juin 2010 (en coll. avec E. Maes)  
*Par ailleurs, co-organisation de ce séminaire*
- « Une mise en perspective du profil des personnes placées sous mandat d'arrêt avec celui de celles libérées sous conditions (ADP) à partir des bases de données judiciaires (année 2008) » : » : intervention lors du séminaire « La détention préventive et ses alternatives », Bruxelles, 10 juin 2010 (en coll. avec E. Maes)  
*Par ailleurs, co-organisation de ce séminaire*
- « Des assistants de justice aux prises avec SIPAR : une approche du management du travail social en justice » : intervention lors du séminaire doctoral du CRID&P (UCL), Louvain-la-Neuve, le 5 mai 2010
- « Des assistants de justice aux prises avec SIPAR : une approche du management du travail social en justice » : intervention lors du séminaire interne de la DO Criminologie de l'INCC, Bruxelles, le 4 mai 2010
- « Les mises en tension du travail social par l'informatisation managériale », intervention lors du colloque « 10 ans des Maisons de Justice », Bruxelles, 2 et 3 décembre 2009
- « Le management des maisons de justice » : intervention dans le cours « sociologie d'administration de la justice pénale », UCL, Louvain-la-Neuve, 10 novembre 2009
- « Exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice » : présentation lors d'un séminaire de recherche interne à l'INCC, Bruxelles, le 25 juin 2009
- « Les assistants de justice aux prises avec SIPAR » : intervention lors du colloque: « Les réformes de l'administration vues d'en bas » organisé par le Centre d'Etudes et de Recherches en Administration Publique de l'Université Libre de Bruxelles (CERAP), les 14 et 15 mai 2009
- « Wetenschappelijke exploitatie van SIPAR, de databank van de justitiehuisen: een globaal beeld van het gedifferentieerd gebruik van de verschillende wetgevende kaders binnen de parajustitiële sector », présentation tweede Criminologisch Forum 'Criminologisch onderzoek in Vlaanderen', Leuven, 3 februari 2009
- « L'informatisation du travail social: le cas des maisons de justice », intervention lors de la réunion plénière du comité de vigilance en travail social, Bruxelles, 9 janvier 2009
- « Recherche relative à l'exploitation scientifique de SIPAR, la base de données des maisons de justice », Présentation aux analystes stratégiques de la police fédérale, Bruxelles, 16 décembre 2008
- « Onderzoek betreffende de wetenschappelijke exploitatie van de bestaande databanken in de justitiehuisen (SIPAR) », poster voor de 1ste Criminologisch forum VVC 'Criminologisch onderzoek in Vlaanderen', Gent, 8 februari 2008
- « Les usages de NVIVO à des fins de recherche qualitative » : présentation lors d'un séminaire de recherche organisé au sein du Département de Criminologie de l'INCC, Bruxelles, 14 janvier 2008

- « Le projet de recherche relatif à SIPAR », présentation lors d'un séminaire de recherche interne au Département de Criminologie de l'INCC, Bruxelles, 4 octobre 2007
  
- « L'exploitation scientifique des informations enregistrées dans la base de données SIPAR » : intervention lors de la journée d'études consacrée spécifiquement aux résultats de la recherche SIPAR, Bruxelles, 2 octobre 2007  
*Par ailleurs, organisation de cette journée d'étude*
  
- « SIPAR, objet emblématique des transformations dans le champ du travail social en justice », présentation au séminaire de l'École doctorale en criminologie, Bruxelles (ULB), 25 avril 2007